

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

Abréviations	Définition
112	appel d'urgence européen (votre numéro d'appel s'affiche au central)
5M	méthode des 5M (milieu, matériaux,méthodes,matériels,main d'œuvre) Analyse d'une situation de travail donnée
ABF	architecte des batiments de France
ACGIH	american conference of governmental industrial hygienists
ADC	arbre des causes (analyse d'accident)
AdD	arbre des défaillances (maintenance industrielle)
ADEME	agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie intervient en particulier dans la dépollution des sites "orphelins" et dans la gestion des déchets
ADF	antidéflagrant (équipement électrique)
ADN	acide désoxyribonuclyéique
ADR (route)	Voir RTMD et ADR (route) réglementations pour le transport terrestre des matières dangereuses
AE	acte d'engagement d'une entreprise pour réaliser un marché (marchés publics ou privés)
AFAN	association française des archéologues; organisme lié au ministère de la culture qui met en œuvre (entre autres) les opérations de fouilles archéologiques préalables au démarrage d'une opération
AFAQ	association française pour le management et l'amélioration de la qualité Cet organisme édite un référentiel en 6 points permettant de certifier les prestataires SPS : 1 service personnalisé, 2 respect des délais, 3 fiabilité de compétences, 4 conseil environnemental, 5 lisibilité optimale des études, 6, veille réglementaire
AFCO	association française des coordonnateurs de sécurité protection de la santé
AFNOR	association française de normalisation
AMDE	analyse des modes de défaillances et de leur effet (maintenance industrielle)
AMDEC	analyse des défaillances et étude de leur criticité (maintenance industrielle)
AMH	architecte des monuments historiques
AMIANTE	le décret 96-97 du 7/02 /96 impose au propriétaire de rechercher les flocages et calorifuges contenant de l'amiante.Le décret 96-98 du 7/02 /96 précise qu'avant tout travail d'entretien ou de maintenance dans un bâtiment, l'entreprise est tenue de s'informer auprès du propriétaire de la présence d'amiante et d'évaluer le risque correspondant.Voir également BSDA pour le suivi des déchets.(nécessité de figurer dans les DIUO les parties amiantées résiduelles)
AMO	assistance au maitre d'ouvrage (mission de la loi mop)
AMS	analyse modulaire des systèmes (maintenance industrielle)
AMT	assistance marchés travaux (mission de la loi mop)
ANCRES	(ou ancrages) dispositif permettant le levage de panneaux lourds ou l'assurage de dispositifs de sécurité
AOC	avis d'ouverture de chantier (établie par l'entreprise auprès de IT, cram et oppbtp)
APD	avant projet détaillé (mission de la loi mop)
APR	analyse préliminaire des risques
APS	avant projet sommaire (mission de la loi mop)
ARI	appareil respiratoire isolant
AT	accident du travail
BA	béton armé
bâchage	voir échafaudage et code du travail: articles R.233-13-20 et ss.
BAEL 91	régles de calcul du béton armé en état limite
BATIMENT	construction à l'intérieur de laquelle l'homme peut se mouvoir
BC	bureau de contrôle = organisme qui compare la conformité d'un objet, ouvrage ou procédure avec un document référentiel.Il est tierce partie indépendante des MOU, MOE, entreprises
BCN	béton BPE à caractère normalisé (usages courants)
BCS	béton BPE à caractère spécifié (usages particuliers)
BE	bétons exceptionnels
BENZENE	l'exposition des travailleurs au benzène est contrôlée
Béton fibre	béton anti fissure avec incorporation de fibres de verre, métal ou polypropylène
BHP et BTHP	béton à hautes ou très hautes performances
BPE	béton prêt à l'emploi
BRH	brise roche hydraulique
BSDI, BSDA	BSDI bordereau (CERFA 07 0320) de suivi des déchets industriels DIS signé du producteur,du collecteur transporteur, du destinataire (décharge) ou de produits amiantés (BSDA) signé du propriétaire ou maitre d'ouvrage, de l'entreprise de travaux, du collecteur transporteur, du destinataire (décharge)
BTP	bâtiment et travaux publics
CACES	certificat d'aptitude à la conduite d'engin en sécurité
CAMARI	certificat d'aptitude à manipuler les appareils de radioscopie et radiographie industrielle. Recyclage 9ans.
CAPACITE	cuve ou espace clos qui peut être pénétrée par un travailleur
CAPEB	confédération artisanale des petites entreprises du bâtiment
carte communale	Alternative au PLU (urbanisme)
CCAG	cahier des clauses administratives générales (marchés publics) recueil des clauses courantes administratives juridiques et financières, en général non matériellement joint aux contrats
CCAP	cahier des clauses administratives particulières (marchés publics et privés) définit les conditions particulières du chantier du point de vue administratif et financier
CCE	comité central d'entreprise
CCH	code de la construction et de l'habitation
CCTG	cahier des clauses techniques générales à appliquer telles que DTU, normes NF etc,,
CCTP	cahier des clauses techniques particulières (marchés publics et privés) = anciennement devis descriptif
CE	comité d'entreprise
CE	marquage européen de conformité aux exigences de sécurité
CE	commission européenne

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

CEE	communauté économique européenne
CERFA	
CES	comité d'experts spécialisés
chrysotile	variété minéralogique d'amiante
CHSCT	Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail
CIRC	Centre International de Recherche sur le Cancer
CISSCT	college interentreprise de sécurité de santé et des conditions de travail (Décret du 26/12/ 94 - Décret du 04/05/95)
CMP	code des marchés publics (concerne les marchés de l'état, des établissements publics, collectivités locales et leurs établissements (OPHLM, OPAC..))
CMU	charge maximale d'utilisation (étais, élingues etc.)
CNAM	caisse nationale d'assurance maladie (assureur du risque AT - Promotion des actions de prévention -donne son avis sur les projets de loi, coordonne les CRAM, gère les fonds nationaux de prévention, les 15 CTN et l'INRS)
CODIS	centre opérationnel départemental d'incendie et de secours
COFRAC	Comité français d'accréditation
CONSUEL	visa des installations électriques faisant partie d'un bâtiment (établi par le conseil supérieur de l'électricité) Impératif pour mise en service par le distributeur d'énergie électrique
CRAM	caisse régionale d'assurance maladie (constituée de: service prévention (ingénieurs conseils +contrôleurs+médecins conseils), service tarification, CTR, comités de coordination avec OPPBTP et IT)
CROSS	centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (secours en zone littorale)
CROSSAGE	mesure de prévention consistant à courber les aciers en attente afin de limiter les AT par térébration
CSLEP	comité scientifique en matière de limites d'exposition professionnelle à des agents chimiques ou SCOEL en anglais
CSPS	coordonnateur SPS (Décret du 26/12/ 94)
CSS	code de la sécurité sociale
CT	code du travail (comporte 9 livres numérotés de I à IX) la partie législative est codée "L", la partie décrets en conseil d'état est notée "R", la partie décrets simples est codée D .Par ailleurs dans les documents réglementaires "A" = arrêté, C = circulaire
CTB,X ou CTB H	qualité de panneau contreplaqué qualité "extérieure" (centre technique du bois) utilisé en coffrage BA
CTN	comité technique national de la CNAM participant à l'élaboration des recommandations
CTR	comité technique régional de la CRAM participant à l'élaboration des recommandations
CU	code de l'urbanisme
DA	déca newton
DAN	déca newton unité de mesure
DATI	dispositif d'alerte pour travailleur isolé
DCE	dossier de consultation des entreprises (mission de la loi mop)
DDAF	direction départementale de l'agriculture et des forêts
DDASS	direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDE	direction départementale de l'équipement
DDI	direction départementale des infrastructures
DDTEFP	direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle
Déchet ultime	
DECHETS	voir DI, DIB, DIS, DTQD, ultime.4 niveaux d'élimination possibles: 0 =réduction à la source, 1= recyclage ou valorisation (métaux, verre, papier carton, matières plastiques, solvants, huiles), 2 = prétraitement, 3 = enfouissement. Le stockage s'effectue dans 3 classes de sites: classe 1(déchets ultimes), classe 2 (DIB), classe 3 (DI).Les emballages doivent être valorisés par leur détenteur final, ne pas être brûlés à l'air libre ni en incinérateur dénué de récupérateur d'énergie.(voir ISO 14 001 et règlement européen "ECOAUDIT) Les risques déchets sont : incendie explosion, réactions dangereuses entre produits, toxicité, agressivité physico chimique, nuisances malodorantes, envol et dispersion de matériaux.
Déleg. de pouvoirs	CT - Article R. 237-3 (décret du 20/02/92), le chef d'entreprise peut déléguer une partie de ses attributions en matière de coordination des mesures générales de prévention à un de ses subordonnés, à condition que ce dernier dispose des moyens, de l'autorité et des compétences (MAC) pour cela.
DELITS	maladresse, inattention, imprudence, négligence, manquement, manquement délibéré
DFG	deutsche forschung gemeinschaft (Allemagne)
DGD	décompte général définitif des entreprises proposé/établi par le maître d'œuvre à signature du MOU, à partir des décomptes de chaque entreprise
DGI	danger grave et imminent
DI	déchets inertes (déblais de stériles sans substances toxiques ou dangereuses) Assimilables au même traitement que les DMA (déchets ménagers et assimilés) Sur chantier il s'agit de parpaings, plâtre en sac ou plaques, carrelage et céramique, laine de verre et verre
DIB	déchets industriels banals ("assimilables aux ordures ménagères", DMA, composés de papier, bois, carton, plastiques, ferrailles, verre, textiles, peintures à l'eau)
DICT	Recherche de réseaux existants : déclaration d'intention de commencement de travaux (de l'entreprise auprès des exploitants d'ouvrages ou concessionnaires)
DIREN	direction régionale de l'environnement
DIS	déchets industriels spéciaux (ils présentent des risques pour l'environnement .on distingue dans ce groupe les déchets dangereux et les déchets toxiques en quantité dispersée; DTQD,) sur chantiers, ce sont : cartouches classées Xnocif, boues de peinture, huiles, produits souillés, bois traité, produits amiantés etc...Un bordereau de suivi identifiant le producteur , le collecteur transporteur et le destinataire est obligatoire si les déchets sont supérieurs à 100KG/mois(BSDI ou BSDA), un certificat d'élimination délivré par l'entreprise d'élimination marque la fin de l'obligation de suivi du producteur.
DIUO	dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (Décret du 26/12/ 94)
DMLT	dossier de maintenance des locaux de travail (CT - Article R.235-5 notamment)
DO	assurance dommage ouvrage
DOC	déclaration d'ouverture de chantier établie par l'entreprise et adressée à IT, CRAM, OPPBTP

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

DOE	dossier des ouvrages exécutés, Voir également recolement, TQR ou TQC
DP	délégué du personnel (peut intervenir en CISSCT, dans le collège salarié)
DP	déclaration préalable établie par le maître d'ouvrage, (affichée sur chantier) transmise à IT, CRAM, OPPBTP au dépôt du PC ou 30 jours avant le début des travaux (Décret du 26/12/94)
DQD	dossier quantitatif détaillé
DQE	descriptif quantitatif estimatif
DR	Recherche de réseaux existants : demande de renseignements établie par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires. La DR précède la DICT. (Décret du 14/11/91).
DRAC	direction régionale de l'action culturelle du ministère de la culture (tutelle des ABF et AMH)
DRASS	direction régionale des affaires sanitaires et sociales
DRE	direction régionale de l'équipement
DRIRE	direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (un inspecteur de la DRIRE peut intervenir au même titre qu'un inspecteur du travail sur certaines activités (énergie etc.)
DRTEFP	direction régionale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle
DTQD	déchets toxiques en quantité dispersée; DTQD, classés en DIS
DTU	documents techniques unifiés (règles de conception / exécution des ouvrages)
DUP	déclaration d'utilité publique préalable à une expropriation, par ex.
ECO AUDIT	l'un des 2 référentiels de l'environnement, l'autre étant la norme ISO 14 001
EE	entreprise extérieure intervenant dans une entreprise utilisatrice EU (Décret du 20/ 02/92 - Codifié dans le CT aux articles R.237-1 à R.237-28).
EINECS	european inventory of existing commercial substances (inventaire européen des substances chimiques commerciales existantes)
ELINCS	european list of notified substances (liste européenne des substances notifiées)
EN	normes européennes
EN 45 001	
EN 45 004	
EP	eaux pluviales
EPI	équipement de protection individuelle : casques, gants, lunettes, protection respiratoire, harnais d'antichute, etc...
ESQ	mission esquisse de la loi MOP
ESTROPE	lien permettant de fixer les filets de sécurité à une structure
EU	eaux usées
EU	entreprise utilisatrice (Décret du 20/ 02/92 - Codifié dans le CT aux articles R.237-1 à R.237-28).
EV	eaux vannes (eaux usées issues des WC)
FADITT	annuaire départemental des intervenants du secteur BTP
FAST	fichier actualisé des situations de travail (publication du groupement national des médecins du travail)
FCA	fibres courtes d'amiante
FDS	fiches de données de sécurité
FFA	fibres fines d'amiante
FNB	fédération nationale du bâtiment
FNTP	fédération nationale des travaux publics
FRp	fibres réglementaires en milieu professionnel
GC	ou GC MPC garde corps métallique provisoire de chantier
GENIE CIVIL	qui se rapporte aux domaines de l'infrastructure et de l'industrie
GESTIS	gefahrstoffinformationssystem (système d'information sur les substances dangereuses)
GMR	grue à montage rapide
GPS	global positionnement system. permet le positionnement altimétrique et planimétrique d'un point (point de référence de niveau de chantier par ex.)
GTMR	grue à tour à montage rapide
habilitation (H0B0)	habilitation électrique de base ne permettant pas d'intervention sur l'équipement. (seuls des travaux d'ordre non électrique et/ ou manœuvres sont permis)
habilitation (UTE C)	code habilitation électrique : domaine de tension (H ou B) indice (0, 1 ou 2) nature des attributions (C= consignation, R = dépannage en BT, T = travail sous tension, N = nettoyage sous tension, V = au voisinage de pièces nues sous tension)
HLE	armatures acier pour béton à haute limite élastique (précontrainte)
HSCT	hygiène sécurité et conditions de travail
HSE	health and safety executive (Grande-Bretagne)
IC	intervalle de confiance
ICPE	installation classée pour la protection de l'environnement; deux catégories 1 soumises à déclaration, 2 soumises à autorisation
IDLH	immediately dangerous to life or health (valeurs définies par le NIOSH)
IGC	installation générale de chantier
IGH	immeuble de grande hauteur CCH. Article R . 122.29
IMT	inspection médicale du travail
INRS	institut national de recherche et de sécurité (organisme dépendant de la CNAM) organisme de recherche et d'édition (brochures, affiches films périodiques etc.)
interférence	risque supplémentaire s'ajoutant aux risques propres des entreprises, liés à la présence d'installations etc. de plusieurs entreprises sur un même lieu
IP	indice de protection électrique d'un appareil
IP	invalidité permanente
IPP	incapacité permanente partielle au travail (trois catégories ABC, chacune notée de 0 à 100%) (A= apte, B = apte sous conditions, C inapte)
ISO 14 001	norme internationale définissant les exigences d'un système de management environnemental (voir déchets) voir ECO AUDIT

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

ISO 9000	
ISO 9001/9002/9003	
ISO CEI 17 025	
IT	inspection du travail
IT	invalidité temporaire
LAURE	loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (1996 environnement)
LOAEL	lowest observed adverse effect level ; dose minimale entrainant un effet néfaste observé
LOD	limit of detection (limite de détection)
LOQ	limit of quantification (limite de quantification)
LOTI	loi d'orientation sur les transports intérieurs (1982) voir PDU
MAC	moyens - autorité - compétence = les 3 conditions de la responsabilité généralement demandées par la jurisprudence
MAD	procédure (en industrie) de mise à disposition des entreprises d'un ouvrage ou machine pour travaux
MAK	maximale arbeitsplatz-konzentration (concentration maximale des lieux de travail)
MAQ	manuel d'assurance qualité
MASE	manuel assurance sécurité entreprise (utilisé en particulier par les entreprise pétrochimiques de la vallée de seine)
MDHS	methods for the determination of hazardous substances (methods définies par le HSE)
MDTou MT	médecine du travail
MEBA	microscopie électronique à balayage analytique
META	microscopie électronique à transmission analytique
MO ou MOU	maitre d'ouvrage
MOCP	microscopie optique à contraste de phase
MOE	maitre d'œuvre = architecte = ingénierie = concepteur
MOP	loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée
MP	maladie professionnelle
MSA	mutualité sociale agricole = équivalent de la CRAM pour le secteur agricole
MT	médecine du travail
MURCEF	loi sur la sous traitance du 20/11/2001 modifiant les textes de 1975 sur 4 points (voir ST)
NAF	code
NCP	nouveau code pénal
NF	marque de qualité française
NFP	norme de fabrication produits
NFP	normes francaises particulières
NFP03001	voir également Prorata ,Norme sur
NGF	système du nivellement général de la France.(repères topographiques , altimétriques) permettant de mettre en place un point ou niveau de référence d'un chantier
NIOSH	national institut for occupational safety and health (USA)
NOAEL	no observed adverse effect ; dose maximale sans effet néfaste observé
NOEC	no observed effect concentration, concentration sans effet observé
NR	non renseigné
nucléaire INB	qualifications nécessaires pour intervention sur installation nucléaire de base : PR (sécurité), HN (qualité), QSP (sureté des installations) recyclage 3 ans
NV65	régles neige et vent 1965 permettent entre autre de calculer les pressions horizontales sur les échafaudages
OBS	marque de sécurité office général du bâtiment
OGC	organisation générale du chantier
OMS	organisation Mondiale de la Santé
OPAC	office public d'aménagement et de construction (maitre d'ouvrage)
OPC	ordonnancement pilotage coordination (missions de la loi mop, qui par extension, définissent le technicien qui met ces missions en œuvre)
opération	une ou plusieurs prestations de service ou travaux réalisés par 1 ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif (Définition donnée par CT - Article R. 237-1)
OPHLM	office public d'habitation à loyer modéré (maitre d'ouvrage)
OPPBTP	organisme professionnel (paritaire) de prévention du bâtiment et des travaux publics.Contribue à la promotion/prévention des AT et MP et amélioration des conditions de travail.Composition :1 CTN et 14 CTR.Editeur technique spécialisé, organisme de formation
OPQCM	
OPQIBI	organisme professionnel de qualification de l'ingénierie
OPR	opérations préalables à la réception des travaux menées par le maître d'œuvre (mission de la loi MOP)
OS	ordre de service de démarrage de travaux ou mission
OSHA	occupational safety and health administration (USA)
PAE	plan d'action environnement
PALONNIER	dispositif accessoire de levage permettant de répartir et centrer les charges d'un élément de grande dimension éventuellement déformable
PAQ	plan action qualité
PBPK	physiologically based pharmacokinetic
PC	permis de construire
PD	permis de démolir
PDU	Plan de déplacement urbain (document d'urbanisme issu de la loi loti)
PEL	permissible exposure limits (valeurs définies par l'OSHA)
PEMP	plate forme mobile élévatrice pour le personnel
PEO	plan d'exécution des ouvrages
Personne Morale	société (SA, SARL, association etc.)
Personne physique	je, tu, il, elle, nous, vous, ils, elles.

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

PGC	plan général de coordination (Décret du 26/12/ 94 - PGC SPS)
PGP	principes généraux de prévention ART L.230.2 CT (9 principes pour les entrepreneurs et chefs d'établissement - 7 pour MOU, MOE, CSPS - 5 pour travailleurs indépendants)
PHS	plan d'hygiène et de sécurité (n'existe plus sauf en secteur maritime et aéronautique)
PI	passage inférieur = vocabulaire TP pour ouvrage d'art enterré ou sous un pont
PIR	plateforme individuelle roulante
PLOMB	l'exposition des travailleurs au plomb est contrôlée
PLOMB	recommandation sur les peintures : 2 types de diagnostics. 1 diag complet sur logement et parties communes d'immeuble ancien (présomption de saturnisme.2 diag ciblé à l'occasion de travaux d'amélioration d'habitat ancien pour protéger les ouvriers et habitants des risques encourus;(attention au ponçage des peintures anciennes)
PLU	plan local d'urbanisme remplaçant les POS, issu de la loi SRU (voir carte communale, alternative au PLU)
PM	poids moléculaire
PMS	pression de mise en service (hydraulique de canalisations etc.)
PNSM	programme national de surveillance du mésothéliome
POI	plan d'organisation interne des entreprises industrielles classées (SEVESO par exemple) ce plan est déclenché par l'industriel
POLICE (17)	(votre numéro d'appel s'affiche au central)
POMPIERS (18)	service téléphonique de secours (votre numéro d'appel s'affiche au central)
POS	plan d'occupation des sols = document d'urbanisme remplacé par le PLU
PP ou PdP	plan de prévention (Décret du 20/ 02 /92 codifié dans le CT aux articles R. 237-1 à 28)
PPI	plan particulier d'intervention en protection civile déclenché par le commissaire de la république en cas d'incident sur une entreprise classée (voir POI)
ppm	parties par millions
PPSPS	plan particulier de sécurité et protection de la santé (D 26/12/94)
PRO	mission projet de la loi MOP
PRORATA	voir norme NFP 03 001 sur la répartition des dépenses interentreprises du chantier
PS	passage supérieur = vocabulaire TP pour ouvrage d'art surplombant une voie ou obstacle
PTE	plate forme de travail en encorbellement
PTI	plate forme de travail individuel
PUC	police (d'assurance) unique de chantier
QHSE	qualité hygiène sécurité environnement = HSEQ, = HSE
QUALIBAT	anciennement OPQCB (organisme professionnel sous contrôle d'état de qualification et de certification du bâtiment)
RAR	recommandé avec accusé de réception
RC	responsabilité civile (art.1382 CC: "tout dommage causé à autrui mérite réparation")
RE ou CE	responsable d'établissement ou chef d'entreprise (entreprise utilisatrice EU) (Décret du 20 /02/ 92)
RECOLEMENT	plans de mise à jour des réseaux etc après exécution,Voir DOE, TQR, TQC
REL	recommended exposure limits (valeurs définies par le NIOSH)
RID (rail)	Voir RTMD et RID (rail) réglementations pour le transport terrestre des matières dangereuses
RJC	registre journal de la coordination (Décret 26/12/94)
RPAO	règlement particulier d'appel d'offres
RR	risque relatif
RTMD	règlement pour le transport des matières dangereuses (applicable en particulier aux déchets DIS) voir ADR et RID
SAHLM	société anonyme d'habitation à loyer modéré (de droit privé)
SAMU (15)	service téléphonique d'aide médicale d'urgence (votre numéro d'appel s'affiche au central)
Saturnisme	maladie ou intoxication au plomb qui touche en particulier les enfants
SCOEL	scientific committee for occupational exposure limits (ou CSLEP en français)
SDIS	service départemental d'incendie et de secours
SDQ	schéma directeur de la qualité
SEM	société d'économie mixte (possédant des actionnaires publics et privés)
SEUILS SPS	niveau 1 : niveau 2 : niveau 3 :
SEVESO	classement d'une entreprise à risque de type chimique imposant un POI et un PPI
SILICE	l'exposition des travailleurs a la silice est contrôlée
SIREN	code
SIREN	numéro d'identification
SIRET	code d'identification
SMUR (15)	service médical d'urgence et de réanimation (un médecin régulateur organise la régulation des différents organisme de secours)
SOPAQ	schéma organisationnel des plans qualité
SRU	Loi du 13/ 12/ 2000 et ses décrets du 27 mars 2001 (urbanisme) sur la solidarité et le développement urbain
ST	sous traitance : la loi de 1975 est réformée par la loi Murcef du 11 / 02 / 001 sur 4 points : interdiction de sous traitance totale en marché public (art 112 DU CMP), déclaration au MOU des sous traitants dès la soumission, mise en sécurité de paiement des sous traitants en cascade par mise en place d'une caution ou délégation de paiement, obligation faite au MOU public de faire respecter la régularité de l'opération de sous traitance par mise en demeure.
STEL	short term exposure limit (limite d'exposition court terme)
surveillance médicale	CT - Article R. 237-7 Le plan de prévention doit, entre autres dispositions, lister les postes de salariés relevant d'une surveillance médicale particulière
TF	taux de fréquence = (nombre d'accidents avec arrêt / nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 = nb d' AT avec arrêt pour 1 million d'heures travaillées
TG	taux de gravité = (nombre de journées perdues suite à AT / nombre d'heures travaillées) X 1000 = Nb de jours perdus par 1000 heures travaillées
TGI	tribunal de grande instance
TN	terrain naturel

GLOSSAIRE SPS et AUTRE

TQR ou TQC	tel que réalisé ou tel que construitéquivalent des DOE et plans de recolement
travail isolé ou de nuit	Le décret du 20 /02/ 92 (CT - Article R. 237-10) prévoit que l'entreprise extérieure doit prendre des mesures nécessaires pour assurer les secours à bref délai lorsque les salariés des EE sont isolés.
TS	travaux supplémentaire présentés par une entreprise au MOU ou au MOE
TS	Travail et Sécurité : mensuel publié par l'INRS
TSH	thyroid stimulating hormone (hormone thyroïdienne)
TWA	time weighted average (moyenne pondéré dans le temps)
UNOC	union nationale des organismes de coordination
UNTEC	union nationale des économistes de la construction et des coordonnateurs
VLCT	valeur limite court terme
VLEP	valeur limite d'exposition professionnelle
VME	valeur moyenne d'exposition
VRD	voirie et réseaux divers
ZAC	zone d'aménagement concerté (urbanisme)
ZI	zône industrielle
ZUP	zone d'urbanisation prioritaire (urbanisme)